

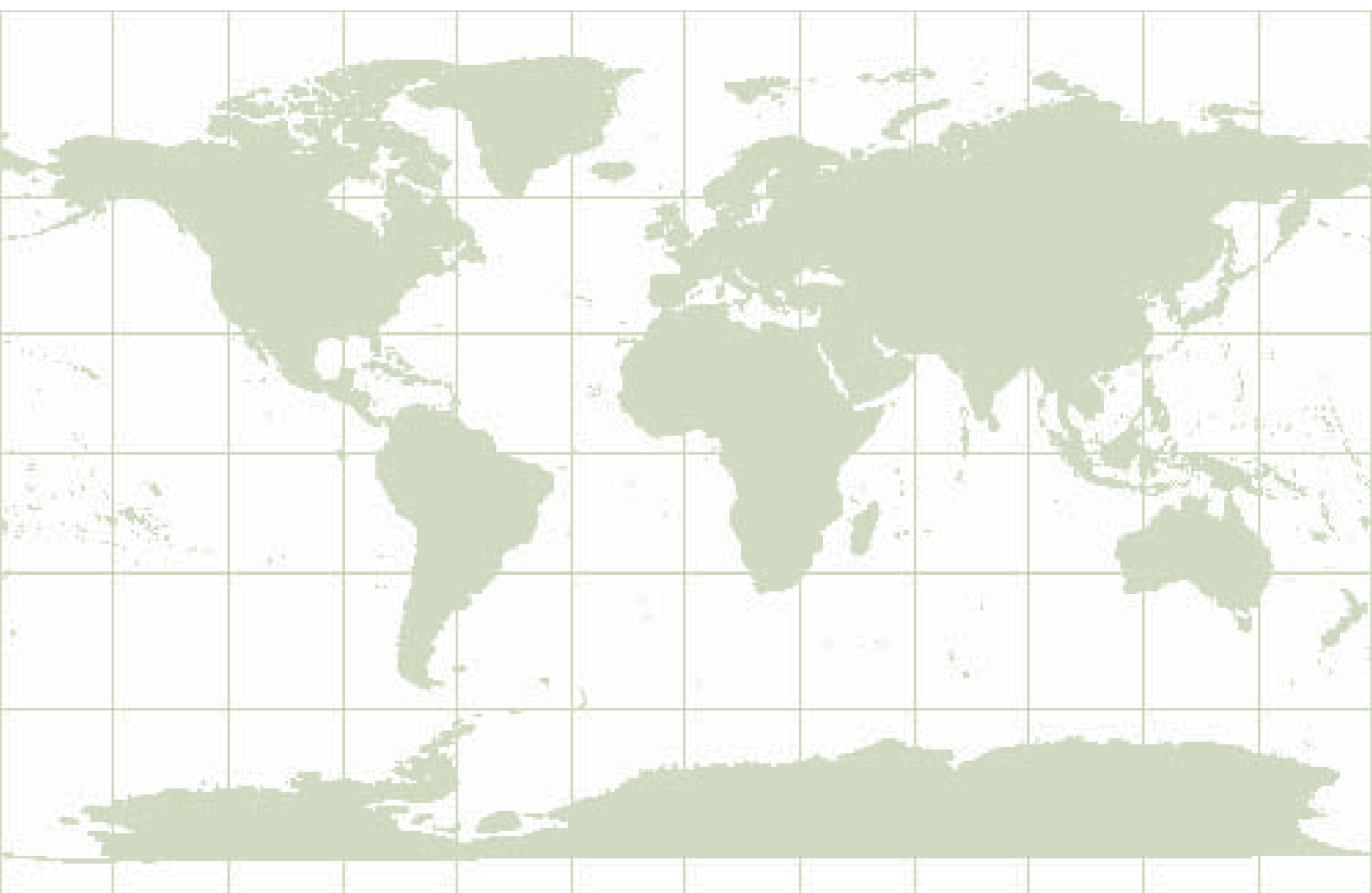
Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2008

Résumé



Nations Unies

Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2008



Nations Unies
New York, 2008

L'intégralité de la publication est disponible à
l'adresse suivante :

<http://www.un.org/esa/policy/wess/cesp.html>

Résumé

Les perspectives globales

L'économie mondiale face à des lendemains incertains

Après plusieurs années de forte croissance économique, l'économie mondiale est confrontée actuellement à de sérieux défis en termes de maintien du rythme d'expansion observé ces dernières années. La fin de la bulle immobilière aux Etats-Unis, la crise du crédit, le déclin du dollar américain vis-à-vis des autres monnaies, la persistance tant de larges déséquilibres mondiaux que de prix élevés du pétrole mettront en péril la soutenabilité de la croissance économique mondiale dans les années à venir.

Une croissance économique mondiale en baisse en 2008, mais reste toutefois robuste

La croissance de l'économie mondiale se modérera légèrement, passant de 3.9 pour cent en 2006 à 3.7 pour cent en 2007, qui, au demeurant, reste robuste. Les projections de base des Nations Unies pour l'année 2008 indiquent que la croissance mondiale se ralentira davantage atteignant 3.4 pour cent, et de sombres nuages liés aux risques à la baisse se profileront à l'horizon un peu plus qu'ils ne furent il y a une année.

Une croissance de l'économie américaine en baisse : le principal frein à l'expansion de l'activité économique mondiale

Le frein majeur à l'activité économique mondiale provient du ralentissement de l'économie américaine, qui est imputable au déclin du secteur de l'immobilier résidentiel. Le ralentissement de l'immobilier résidentiel s'est accentué au cours du troisième trimestre de l'année 2007 avec la crise des prêts hypothécaires, crise qui s'est soldée par une baisse marquée du crédit et des conséquences sur l'ensemble le système financier mondial. Les banques centrales ont opté pour plusieurs mesures destinées à atténuer la tourmente financière, mais ces mesures n'ont pas abordé les problèmes de fond liés à la non-régulation du fonctionnement du système financier mondial et de ses liens avec l'économie mondiale.

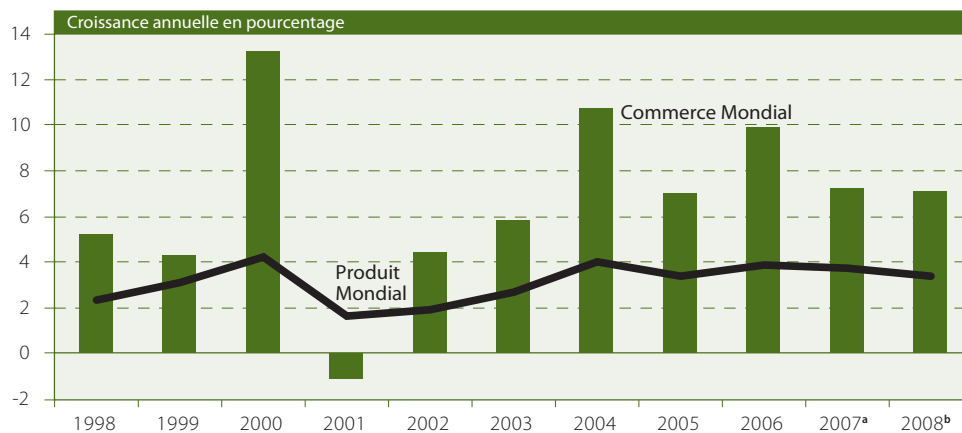
D'importants effets d'entraînements liés à la crise des prêts hypothécaires aux Etats-Unis se sont propagés aux économies européennes dominantes et, dans une moindre mesure, au Japon et aux autres pays développés. Les perspectives de croissance pour ces économies ont été revues à la baisse, confirmant ainsi que la croissance des autres pays développés n'est pas suffisamment forte pour relayer celle des Etats-Unis, qui jusqu'ici est restée le principal moteur de la croissance mondiale.

Une croissance continue et robuste dans les pays en développement

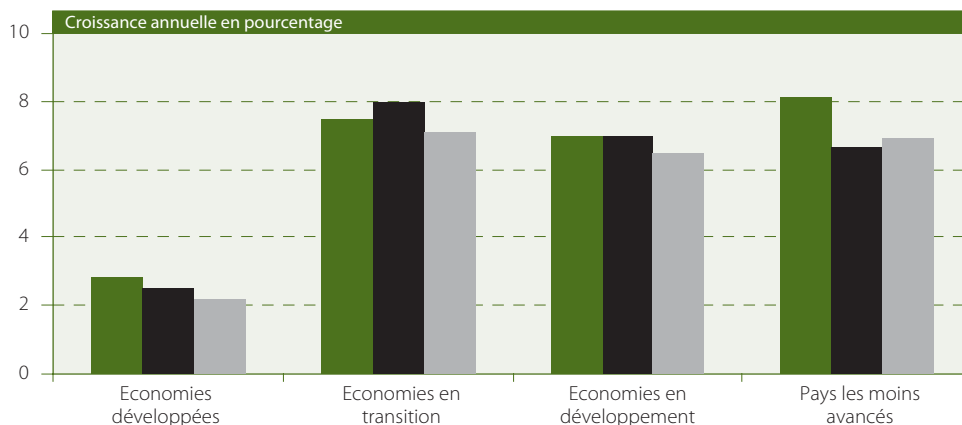
La croissance économique des pays en développement demeure robuste et atteint 6.9 pour cent en 2007. La croissance s'est accélérée dans les économies en transition à un rythme de 8 pour cent, poussée par la hausse des produits de base et une forte demande intérieure.

Plusieurs pays en développement et les économies en transition ont été touchés par les effets de la tourmente financière mondiale, principalement à travers une plus

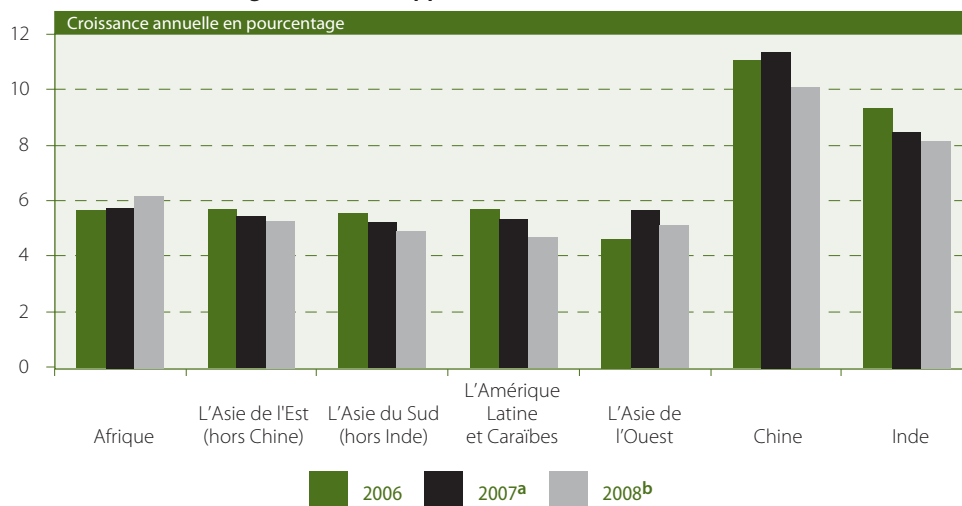
La croissance économique mondiale ralentirait en 2008



Affaiblissement de la croissance des pays en développement et des économies en transition mais celle-ci reste toutefois forte



Accélération de la croissance en Afrique, plus faible dans les autres régions en développement



Sources: NU/DAES et Projet Link.

^a Estimation Partielle.

^b Projection.

forte volatilité sur leurs marchés domestiques de valeurs mobilières et un élargissement des écarts de rendements sur leurs dettes extérieures. Mais aucun de ces effets ne semble avoir persisté. La relative résilience de ces économies tient en partie à l'amélioration des conditions macroéconomiques et à l'accumulation importante de réserves de change, mais aussi à la forte croissance enregistrée au courant des dernières années. Une partie de ce dynamisme est attribuable à l'interdépendance grandissante, tirée par la croissance robuste et soutenue des deux pays émergents les plus peuplés, à savoir la Chine et l'Inde. Néanmoins, la croissance de ces économies a été de loin auto-soutenue et demeure extrêmement dépendante de l'environnement économique international, qui, en revanche, est largement déterminé par les politiques économiques et la performance des principaux pays développés.

De façon remarquable, la croissance économique en Afrique s'est accélérée en 2007, et cette dynamique continuerait en 2008 avec un taux de plus de 6 pour cent. Par ailleurs, la performance des pays les moins avancés (PMA) demeure, en moyenne, forte, malgré un léger recul de la croissance en 2007 par rapport à 2006. En 2008, les pays les pauvres atteindraient un taux de croissance avoisinant les 7 pour cent. Cette bonne performance du groupe des PMA cache d'importantes disparités entre pays, notamment avec plusieurs pays qui croient faiblement en raison des conditions climatiques défavorables, des chocs des termes de l'échange et /ou des guerres civiles. Ces pays demeurent également extrêmement vulnérables à une éventuelle baisse de l'activité économique mondiale.

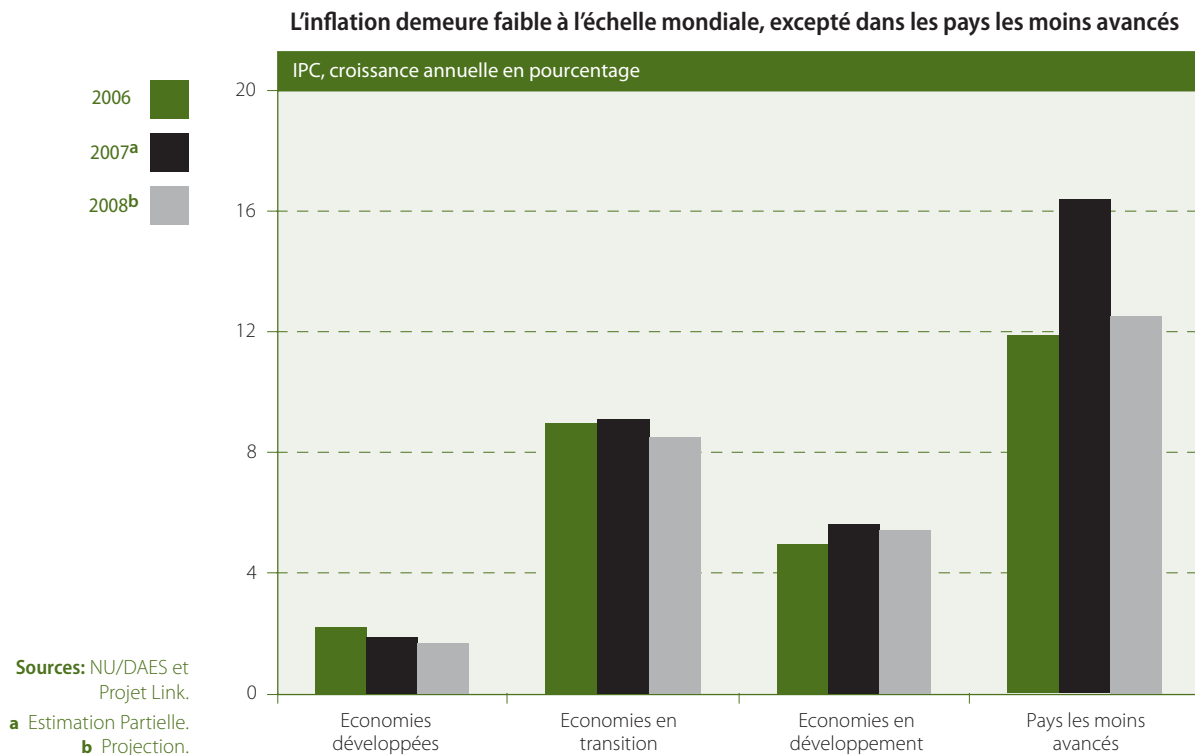
Concernant les perspectives pour 2008, la croissance économique dans la majorité des pays en développement et des économies en transition se modérera, quoiqu'avec une forte variance entre pays.

Quelques améliorations des conditions sur le marché du travail, mais un chômage élevé dans beaucoup de pays en développement

Dans un contexte de forte croissance économique, la situation de l'emploi a continué à s'améliorer en 2006 et 2007 dans bon nombre d'économies. Dans les pays développés et des économies en transition, ainsi que dans certains pays en développement, une forte croissance de l'emploi a entraîné un déclin du taux de chômage et a, dans plusieurs situations, occasionné des pressions à la hausse des salaires. Cependant, plusieurs pays en développement n'ont enregistré que des gains marginaux, et ce en dépit de la forte croissance économique. En Afrique, les taux de chômage et de sous-emploi demeurent exceptionnellement élevés en raison du fait que la croissance de la population active dépasse largement les capacités restreintes de création d'emplois. En termes de perspectives, la croissance de l'emploi se décélérerait ou demeurerait modeste en 2008 dans la majorité des économies, et ce en raison de la faible croissance économique globale.

Pas d'accélération prévue de l'inflation

Malgré la pression à la hausse exercée par les prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires, l'inflation mondiale demeure faible ; et il est prévu une décélération par rapport aux pics décennaux enregistrés en 2006. Cette tendance mondiale est dominée par la baisse de l'inflation dans les pays développés, intervenue dans la seconde moitié de 2007. Ceci ramène le taux à 1.9 pour cent pour l'année 2007, et la tendance à la baisse se maintiendra en 2008, avec un taux prévu de 1.7 pour cent. L'inflation baisserait aux Etats-Unis à un taux en dessous de 2 pour cent en 2008 dans un contexte marqué par le ralentissement de l'économie américaine. Il est aussi prévu une inflation faible, à savoir



2 pour cent, en Europe. L'appréciation des monnaies européennes a permis d'atténuer les pressions inflationnistes résultant des prix mondiaux élevés de l'énergie et des denrées alimentaires. L'inflation s'accélérerait dans les économies en transition, atteignant 5.6 pour cent en 2007 contre 5 pour cent en 2006. Les prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires ont généralement exercé des pressions à la hausse sur les prix agrégés, et les poids respectifs de ces biens dans les paniers de consommation expliquent, dans une grande mesure, les tendances inflationnistes divergentes dans les pays en développement. Des prix élevés de l'énergie et des denrées alimentaires expliquent en partie les taux d'inflation élevés dans les PMA. Leurs impacts s'atténueraient au fur et à mesure que l'activité économique mondiale ralentirait et les prix des produits de base se modèreraient quelque peu. Les prix à la consommation baisseraient pour atteindre en moyenne 5.4 pour cent dans le monde en développement.

Incertitudes et risques à la baisse

La tourmente financière intervenue dans le troisième trimestre 2007 atteste une nouvelle fois des risques à la baisse pour les perspectives mondiales. Ceci révèle non seulement l'absence d'une régulation adéquate des marchés financiers domestiques mais aussi la menace de contagion de plus en plus grande au moment où les marchés, quoi que moins transparents, sont de plus en plus intégrés. En plus, la tourmente a, de nouveau, tourné l'attention sur le problème des déséquilibres macroéconomiques mondiaux. Les risques majeurs proviennent des Etats-Unis, où l'intensification et l'allongement de la crise immobilière et un atterrissage forcé du dollar américain pourraient induire une récession mondiale et un ajustement désordonné des déséquilibres mondiaux. Ces risques ne sont pas nouveaux et ont été anticipés dans les précédentes publications de *Situation et Perspectives de l'Economie Mondiale*. La récente tourmente financière met en relief ces risques.

Une intensification et un allongement de la récession dans l'immobilier résidentiel aux Etats-Unis

Le ralentissement du secteur de l'immobilier résidentiel aux Etats-Unis s'est accentué en 2007, et les perspectives pour 2008 demeurent sombres. En fin 2007, la plupart des indicateurs portant sur l'immobilier résidentiel ont chuté à leurs niveaux les plus bas de la décennie. Dans le scénario de base, l'activité économique aux Etats-Unis ralentirait davantage. Cependant, des risques demeurent quant à une correction plus marquée des prix de l'immobilier résidentiel.

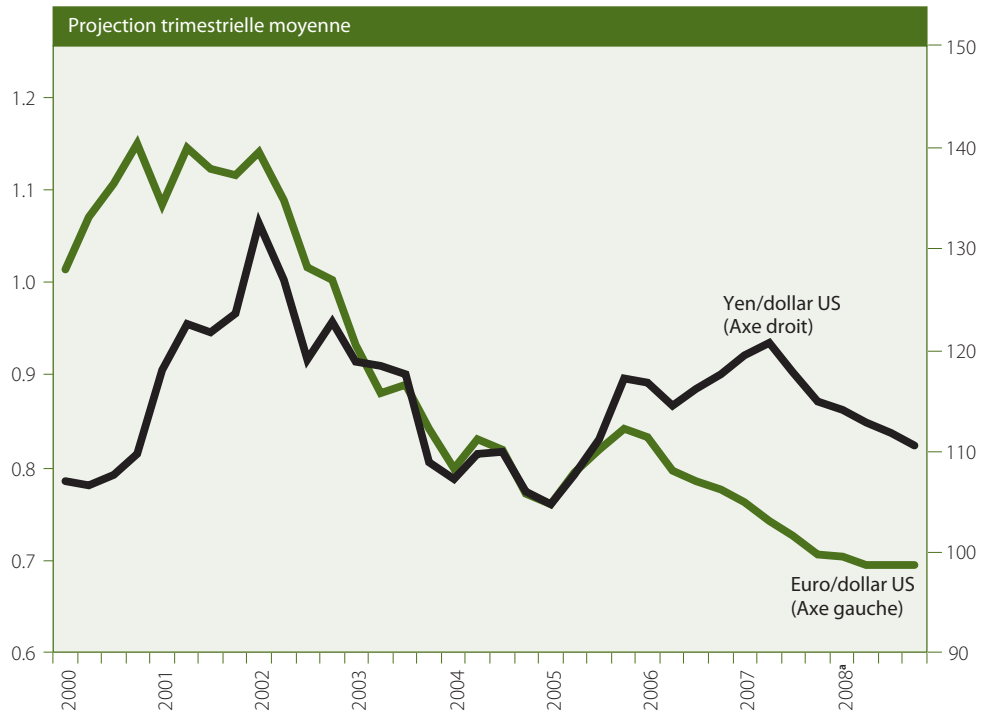
Le déclin de l'immobilier résidentiel a eu un impact sur les marchés financiers depuis la mi-2007, en ce sens que la débâcle du secteur des prêts hypothécaires a induit une tourmente financière mondiale généralisée. Bien que les prêts hypothécaires ne représentent qu'une infime fraction du marché total des prêts immobiliers et encore une plus modeste fraction du marché total de crédit, le système financier complexe -avec une plus grande marge de manœuvre, un manque de transparence et une régulation inadéquate- a contribué à répandre et à multiplier le risque en dehors du marché des prêts hypothécaires. Le resserrement des conditions et des normes sur les marchés des prêts immobiliers, plus précisément sur le marché des prêts hypothécaires, intensifiera, donc, probablement le ralentissement du secteur immobilier en 2008. L'insolvabilité sur les prêts immobiliers s'accroîtrait davantage, ce qui suppose une plus grande morosité sur les marchés financiers en général. Le resserrement continu du crédit et une baisse vertigineuse des prix de l'immobilier résidentiel déprimeront la consommation, et éventuellement entraîneront une récession généralisée aux Etats-Unis avec des répercussions à l'échelle mondiale.

Risque d'un atterrissage forcé du dollar

A la lumière des nouveaux développements, le risque d'une résorption désordonnée des déséquilibres globaux a augmenté. Les déséquilibres du compte courant s'amenuiseront davantage dans les pays en 2008. Cependant, malgré ce rétrécissement anticipé, le risque d'un ajustement désordonné demeure parce que l'endettement des Etats-Unis continue de s'accroître. A la suite des déficits chroniques du compte courant enregistrés au cours de la dernière décennie, la position débitrice externe nette est estimée à peu près \$3 trillion en 2007, soit à peu près 25 pour cent du PIB.

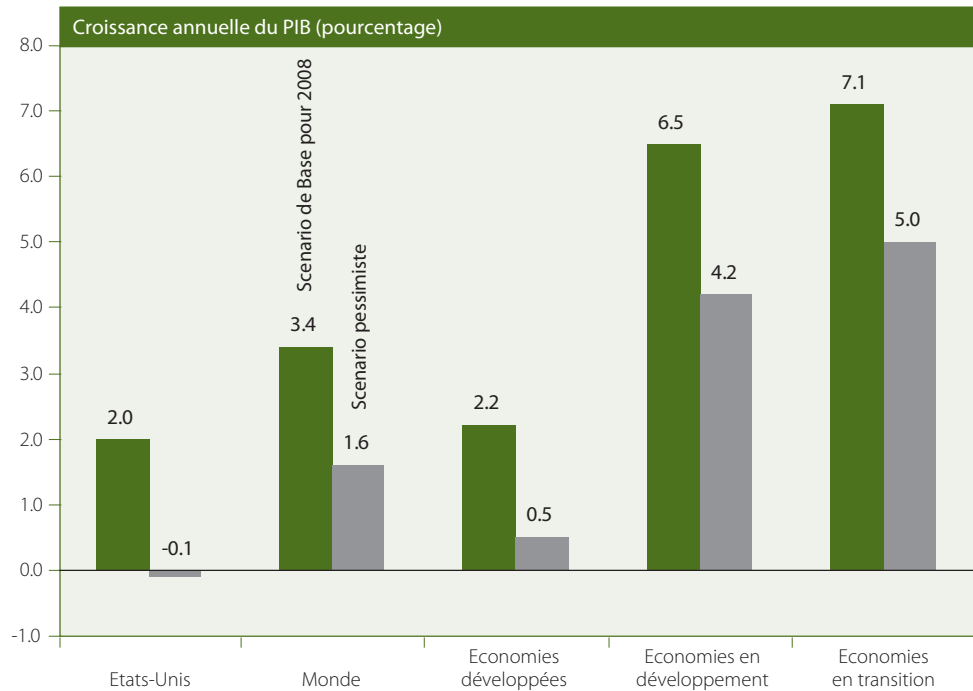
Le large déficit du compte courant des Etats-Unis et les perceptions selon lesquelles la dette des Etats-Unis approcherait des niveaux insoutenables ont été parmi les facteurs majeurs expliquant la dépréciation de plus de 35 pour cent du dollar américain par rapport aux autres monnaies depuis 2002. A peu près un quart de cette dépréciation est intervenue entre Janvier et Novembre 2007. Ceci indique que le risque d'un atterrissage forcé du dollar s'est accentué. Si ce risque se matérialisait, il y aurait une résorption désordonnée des déséquilibres globaux et une plus grande instabilité sur le marché financier mondial. Ceci aurait d'importants effets pervers sur la croissance économique mondiale. Une chute vertigineuse du dollar déprimerait immédiatement la demande américaine de biens en provenance du reste du monde. En plus, puisque plusieurs pays en développement détiennent une grande partie de leurs réserves extérieures en actifs libellés en dollars, une dépréciation prononcée du dollar entraînerait d'importantes pertes financières pour ces pays.

Un atterrissage forcé du dollar



a Projection.

Une crise plus aigüe sur le marché de l'immobilier résidentiel et un atterrissage forcé du dollar pourraient faire baisser l'activité économique mondiale



Dans le scénario pessimiste, un ralentissement de la croissance économique mondiale à 1.6 pour cent

La croissance économique mondiale pourrait ralentir de façon significative si les risques venaient à se matérialiser, et il y aurait une crise plus longue et plus aigüe sur les marchés de l'immobilier résidentiel et des prêts immobiliers américains, et une chute rapide du dollar. Ce scénario pessimiste, induit par une telle crise, entraînerait une récession automatique des Etats-Unis et une décélération de la croissance mondiale à 1.6 pour cent en 2008.

Les défis en matière de politiques

Les décideurs politiques des pays développés et en développement sont confrontés au défi qui consiste à éviter une récession mondiale et à assurer un développement économique harmonieux dans un contexte marqué par des risques liés au prolongement de la tourmente financière et à l'affaiblissement du dollar. Les enjeux sont énormes. Pour les pays en développement, maintenir une très forte croissance économique, qui d'ailleurs n'est pas la seule condition, est déterminant pour appuyer les efforts et générer les ressources nécessaires pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Pour les pays développés, également, une expansion soutenue de l'activité économique est essentielle pour venir à bout des défis de long terme entre autres ceux suscités par le vieillissement de la population, et les investissements requis pour affronter les défis liés au changement climatique.

Actions politiques coordonnées pour résorber les déséquilibres globaux

Une stimulation de la demande globale sera nécessaire pour éviter que l'économie américaine ne sombre dans une récession et que ceci ne se propage sur le reste du monde. Un niveau de croissance en dessous de la tendance aux Etats-Unis justifierait des réductions supplémentaires des taux d'intérêt requises pour stimuler l'économie. Mais ceci ne saurait être suffisant, dans le contexte actuel, que si l'opinion des consommateurs et des affaires ne faiblit pas de façon drastique. De toutes les façons, une telle politique pourrait précipiter une dépréciation plus forte du dollar. Le rééquilibrage global exigerait donc une stimulation provenant des autres parties du monde. En Chine, l'appréciation du renminbi n'a pas empêché l'accroissement du surplus externe. Un rééquilibrage plus prononcé de la demande globale, à travers un accroissement des dépenses publiques dans les services de sécurité sociale, de santé et d'éducation, spécialement en faveur de la population rurale, serait nécessaire pour réduire le surplus. Dans les pays exportateurs de pétrole, il y a une large marge de manœuvre pour entreprendre les plans d'investissements domestiques tant nécessaires. En Europe et au Japon, les pressions inflationnistes faibles et continues justifieraient la fin des politiques monétaires restrictives et appellent tout au moins des politiques neutres ou modérément expansionnistes.

Le Fonds Monétaire International (IMF) a entrepris des consultations multilatérales afin de résorber les déséquilibres globaux aux moyens d'actions politiques concertées. Les participants à ce dialogue, qui comprennent les Etats-Unis, le Japon, la zone Euro, la Chine et l'Arabie Saoudite, semblent être d'accord sur les avantages liés à la correction des déséquilibres globaux, couplée du maintien d'une croissance soutenue, et sur la nécessité d'une action concertée. Cependant, cette volonté ne s'est pas traduite par des actions concrètes en matière de politiques. Il est aussi primordial que ces discussions

s'élargissent à d'autres parties, les pays en développement en particulier, et que cet accord soit matérialisé par des plans multiannuels d'ajustement de politiques susceptibles d'être suivis. Ceci forcerait les participants à être plus responsables envers les autres parties et permettrait d'accroître les chances de mise en œuvre des actions définies de commun accord.

Les parties, conscientes de la récente tourmente financière, devraient se rendre à l'évidence de l'urgence à trouver des solutions aux problèmes des déséquilibres globaux et entreprendre des actions avant que l'économie mondiale ne sombre dans une récession et que le dollar ne soit contraint à une chute accélérée.

Le réalignement des taux de change et la réforme du système de réserves

Un accord multilatéral orienté vers la réduction des déséquilibres globaux devrait également inclure un réalignement des taux de change et faire en sorte qu'un tel réalignement ait lieu de façon ordonnée. Le processus de dépréciation du dollar a été jusqu'ici ordonné. La dépréciation du dollar, à elle seule, ne résorbera pas les déséquilibres globaux. En plus des mesures stimulantes dans les pays à surplus, suggérées ci-dessus, les gouvernements devraient prendre des actions conjointes afin d'éviter une éventuelle chute forte et brusque du dollar. Ce risque d'atterrissage forcé a été amplifié par la nature même du système mondial de réserves, qui fait du dollar américain la principale monnaie de réserve et le principal instrument de paiements internationaux. Sous ce système, la seule façon pour le reste du monde d'accumuler des actifs et des réserves en dollars est d'enregistrer un déficit externe. Cependant, puisque la position débitrice nette des Etats-Unis continue à augmenter, les investisseurs commenceront à anticiper un ajustement, et la confiance dans le dollar s'érodera.

Au fil du temps, plus de réformes fondamentales du système actuel de réserves internationales seraient nécessaires pour prévenir la réémergence de la constellation actuelle de déséquilibres. Une réforme plus immédiate consisterait à promouvoir un système officiel de réserves reposant sur plusieurs monnaies. Un système financier multilatéral mieux peaufiné pourrait créer des conditions plus équitables pour toutes les parties et éviter une concurrence déloyale ainsi qu'une asymétrie en termes de partage du fardeau lié à l'ajustement des taux de change. Ceci aiderait également à accroître la stabilité du système financier international en réduisant l'éventualité du scénario de crise dans lequel le capital fuirait la principale monnaie de réserve, entraînant dans son sillage de fortes répercussions potentielles sur l'économie mondiale.

Renforcement de la régulation financière et des filets de sécurité financiers

Quelques leçons hardies doivent être dégagées de la récente tourmente financière. Les problèmes sur les marchés des prêts immobiliers ont mis en exergue le besoin d'une plus grande transparence en matière de risques encourus par le secteur financier, y compris les expositions hors-bilan et les risques sur les marchés de produits dérivés. Les mécanismes de notation de crédit doivent être revus à la loupe et des règles plus strictes pourraient être exigées de sorte à ce que les initiateurs de crédit aient les incitations nécessaires pour vérifier soigneusement la solvabilité des débiteurs.

Les arrangements multilatéraux axés sur l'approvisionnement adéquat de liquidité aux pays en développement ont besoin d'être ajoutés. Même si la forte accumulation de réserves procure aux pays un certain degré d'« assurance par soi-même » contre les chocs externes, cette assurance peut s'évaporer au cas où il y a un atterrissage forcé du dollar. La

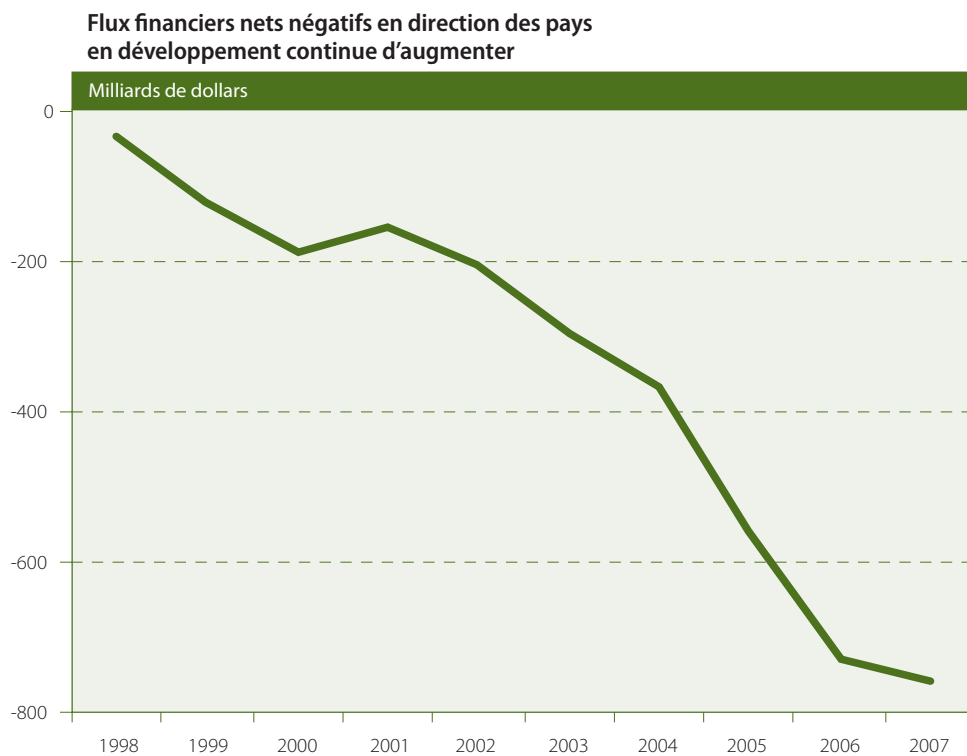
conception du nouvel arrangement financier de précaution est en discussion au FMI mais est très loin d'être finalisée. Si un tel arrangement peut ressusciter les fonctions de prêteurs de dernier ressort des banques centrales, il pourrait réduire la demande d'accumulation importante de réserves dans les pays en développement. Ceci pourrait non seulement aider à la résorption ordonnée des déséquilibres globaux, mais aussi pourrait créer un espace pour les politiques dans les pays en développement en allégeant les pressions allant le sens de l'appréciation du taux de change.

Commerce International

Le commerce de marchandise augmentant deux fois plus que le produit

Le commerce de marchandise continue d'être la force motrice de l'activité économique mondiale. En termes à la fois de volumes et de valeurs en dollars, le commerce mondial de marchandise a cru deux fois plus rapidement que le produit mondial au cours des quatre dernières années. Durant 2007, cependant, la croissance du commerce mondial semble avoir perdu de sa vigueur, particulièrement dans les économies développées. Durant ce cycle ascendant qui a commencé en 2001, la croissance du commerce mondial a été tirée par les pays développés et l'Asie de l'Est, menée par la Chine. Les estimations et projections pour 2007 and 2008 sont en dessous des tendances récentes aussi bien pour la croissance des exportations et des importations des pays développés et que celle des pays de l'Asie de l'Est.

Les tendances récentes relatives à la croissance du commerce de marchandise ont contribué à la correction des déséquilibres globaux. La forte croissance des exportations des Etats-Unis, stimulée en partie par la forte dépréciation du dollar, a dépassé la croissance



Sources: NU/DAES, partant de la base de données des *Perspectives de l'Economie Mondiale* du FMI, Octobre 2007 et des données des Balances des paiements du FMI.

Note: Les transferts financiers nets sont définis comme étant les entrées nettes de capitaux purgées des intérêts et des autres revenus d'investissement payés au reste du monde..

de la demande en importations, entraînant ainsi une réduction du déficit commercial de l'économie. Ceci reflète des surplus plus faibles ailleurs, spécialement en Europe, au Japon et dans certaines régions en développement. Ces ajustements sont marginaux et n'ont pas contribué de façon significative au rééquilibrage macroéconomique global souhaité.

Une augmentation plus forte des prix des produits de base, mais une correction est imminente

Les prix des produits de base hors pétrole ont continué à augmenter, poussés par une forte demande mondiale, mais ces prix sont devenus, au demeurant, de plus en plus volatiles. Les prix des métaux pourraient rester élevés dans un futur proche, mais seront moins exubérants comparés à 2006 et 2007. Les prix mondiaux de plusieurs denrées alimentaires ont cru de façon significative en 2007. Ceci a été le cas pour le blé et le maïs en particulier, dont les prix ont été tirés par l'augmentation de la demande des biocarburants.

Les prix du pétrole ont pris de l'envol pour atteindre presque \$100 le baril en 2007 suite à une forte demande, particulièrement des pays en développement, qui a éliminé une bonne partie de l'excédent de capacités sur le marché du pétrole. Ceci, ajouté à l'affaiblissement du dollar américain, pourrait occasionner des augmentations encore plus grandes des prix du pétrole. Les prix du pétrole se stabiliseraient à des niveaux élevés dans les perspectives de base pour 2008, mais les conditions sur le marché du pétrole demeurent très incertaines.

Toujours une impasse dans les négociations du cycle de Doha

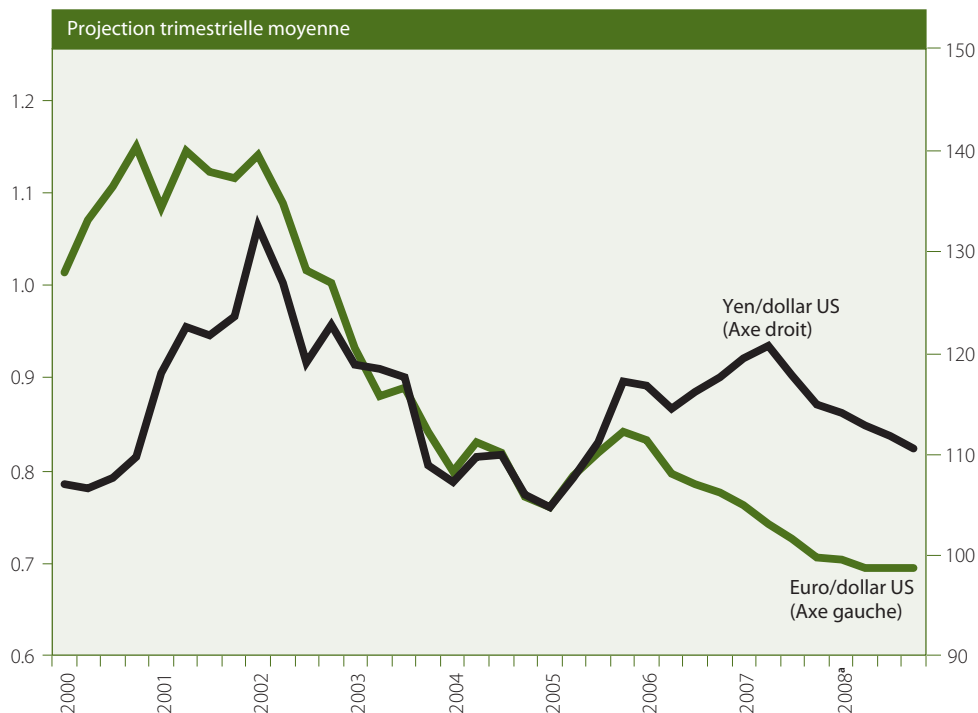
Les va-et-vient dans les négociations commerciales multilatérales dans le cadre du cycle de Doha ont repris à la fin 2007, mais avec peu d'attention sur la dimension développementale. Les positions des acteurs majeurs des négociations demeurent jusqu'ici inchangées malgré d'intenses activités diplomatiques déployées depuis la reprise des négociations en Février 2007. Les discussions continuent de se focaliser sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles et non-agricoles. Les perspectives d'une conclusion rapide du cycle de Doha sont sombres.

Finance Internationale

La poursuite des flux de transferts nets des pays en développement vers les pays développés

Les pays en développement continuent de drainer d'importantes sorties de ressources financières vers des pays développés, quoiqu'à un rythme moins élevé comparé aux années précédentes. Le total des transferts nets financiers en provenance des pays en développement, c'est-à-dire, les transferts nets de capitaux moins les intérêts et autres paiements de revenus liés à l'investissement, ont augmenté de \$728 milliards en 2006 à \$760 milliards en 2007. L'augmentation des transferts provient en grande partie de l'Asie du l'Est et du Sud, tandis que les autres sous-groupes de pays en développement enregistrent un déclin des sorties nettes de ressources.

Un atterrissage forcé du dollar



a Projection.

Sorties nettes de ressources intervenant dans un contexte marqué par d'importants flux de capitaux privés vers les pays en développement

Les sorties nettes de ressources interviennent dans un contexte marqué par des flux importants de capitaux privés dans les pays en développement et des économies en transition. La tendance vers des flux importants de capitaux privés en direction de ces pays a permis de soutenir la croissance dans les marchés émergents et a ainsi contribué à mettre ces pays à l'abri de la tourmente provenant des marchés financiers des pays développés. Le risque d'une augmentation de l'exposition tient au fait que cette forme de financement pourrait brusquement tarir si l'effondrement du secteur de l'immobilier résidentiel venait à se propager sur l'ensemble du système financier, entraînant un sévère ralentissement économique dans les pays avancés.

La combinaison de surplus du compte courant et des entrées importantes de capitaux privés a conduit à une accumulation, sans pareille mesure, de réserves officielles de change, une des facettes des sorties nettes de ressources en provenance des pays en développement. L'essentiel de ces réserves est détenu en actifs libellés en dollars. Le récent déclin de la valeur du dollar, qui a de bonnes chances de continuer concomitamment avec la résorption des déséquilibres globaux, s'ajoute à la dynamique de rééquilibrage, puisque les investisseurs privés et publiques doivent à présent prendre en compte des pertes encore plus importantes de leurs investissements en dollars.

APD en dessous de la barre retenue dans le cadre du Consensus de Monterrey

Les décaissements nets et en termes réels de l'aide publique au développement (APD) par les pays membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) ont baissé en 2006 pour la première fois depuis 1997, et il est prévu des niveaux encore plus bas en 2007.

Cependant, les flux d'APD englobent des parts substantielles de dons dans le cadre de la l'allégement de la dette, ce qui est contraire aux engagements pris par les pays donateurs dans le contexte du Consensus de Monterrey, qui stipule que l'allégement de la dette ne serait qu'un supplément aux formes traditionnelles d'APD. APD, hors allégement de la dette, a baissé en 2006 pour atteindre 0.25 du revenu national brut (RNB) des pays du CAD, contre 0.26 pour cent l'année d'avant. Ceci est largement en dessous des 0.33 pour cent atteints au début des années 90 et des 0.7 pour cent constituant la barre réaffirmée en 2002 à la Conférence Internationale sur le Financement du Développement.

Puisque les flux d'aide ont tendance à être pro-cycliques, un ralentissement mondial pourrait avoir un impact négatif sur les pays dépendant de l'aide, en ce sens qu'il pourrait s'accompagner de changements brusques en termes de volumes des engagements. Lorsque l'aide baisse, ceci conduit souvent à des ajustements fiscaux prenant la forme d'un accroissement de la taxation et des coupes sur les dépenses, qui peuvent tous renforcer l'impact cyclique de la baisse des flux d'aide. En plus, les flux d'aide continuent d'être très volatiles, et une telle volatilité est souvent exacerbée par les écarts entre les engagements et les décaissements. Des engagements multiannuels des donateurs en appui aux cadres de dépenses à moyen terme des pays récipiendaires permettront d'atténuer les problèmes liés à l'acheminement de l'aide.

Progrès dans l'allégement de la dette

Dans le cadre de l'Initiative PPTE (Pays Pauvres très Endettés), les paquets de réduction de dettes ont jusqu'ici été approuvés pour 32 des 41 pays éligibles. Le service de la dette des pays bénéficiaires a baissé en moyenne de près de 2 pour cent de leurs PIB entre 1999 et 2006. Parallèlement, les dépenses gouvernementales de santé, d'éducation et dans d'autres services dans les pays bénéficiaires ont cru à un niveau cinq fois supérieur aux montants alloués au titre du service de la dette. Avant l'initiative PPTE, le service de la dette dépassait ces dépenses sociales dans les pays éligibles. Malgré ce progrès, l'objectif de l'Initiative, qui consiste à ramener la dette extérieure des pays pauvres à des niveaux soutenables, n'a pas été encore atteint dans la plupart des pays bénéficiaires, et un nombre important de pays font toujours face à des risques modérés ou élevés d'une crise sévère de la dette.

Progrès insuffisant en matière de la réforme de la gouvernance des institutions financières internationales

La réforme de la gouvernance des institutions de Bretton Woods continuent d'occuper une place de choix dans l'ordre du jour, encore plus en raison de la reconnaissance que des changements fondamentaux sont intervenus dans la structure de l'économie mondiale. En plus, si les consultations multilatérales sur la coordination des politiques doivent aboutir, il faudrait que la légitimité du médiateur, c'est-à-dire le FMI, soit rehaussée. Ceci exige une réforme du pouvoir de votes et de la structure de gouvernance du FMI de sorte à assurer une meilleure représentation des pays en développement. Au regard des risques imminents d'un ajustement désordonné des déséquilibres globaux et l'atterrissage forcé du dollar, la réforme de la gouvernance est cruellement nécessaire. Aux réunions annuelles tenues en 2006 à Singapour, le conseil des gouverneurs du FMI a approuvé un ordre du jour et un calendrier pour la réforme des quotas et des voix afin d'accroître la légitimité et l'utilité de l'institution. Cependant, ces propositions de réformes sont en cours de discussion entre les pays membres, et parvenir à un accord a été jusqu'ici un défi. Sans cette réforme, les actions concertées en vue de résorber les déséquilibres dans le monde resteront très loin de ce qui est réellement nécessaire, augmentant ainsi le risque d'un ralentissement plus important de la croissance économique mondiale.



L'intégralité de la publication est disponible à l'adresse
suivante : <http://www.un.org/esa/policy/wess/cesp.html>